



La Commune



Contre l'interventionnisme et les menaces militaires impérialistes

Nous reproduisons des extraits du texte publié sur le site apporea.org par nos camarades vénézuéliens de Marea Socialista.



Chavez et Maduro en 2011
(photo : © 2017 Atlantic Sentinel)

Le président des États-Unis, Donald Trump a annoncé le 11 août qu'il envisage de recourir à « l'option militaire » pour expulser le président Nicolas Maduro du pouvoir. Cette déclaration fait suite à l'adoption de sanctions économiques. Le gouvernement Maduro est soumis à un chantage pour qu'il cède encore plus. Trump souhaite écraser l'impertinence de la révolution bolivarienne.

Marea Socialista s'oppose fermement aux menaces militaires de Trump, à toute ingérence du gouvernement américain et aux sanctions économiques. Nous faisons appel à la lutte indépendantiste victorieuse qui fit de nous une nation libre. Cela ne signifie en aucune mesure que nous avalisons la politique suivie par Maduro et par l'Assemblée nationale constituante (ANC).

Le gouvernement Maduro et la bureaucratie pratiquent actuellement une politique qui tourne le dos à la révolution bolivarienne et a donné l'occasion à l'opposition de droite, clairement pro impérialiste, de récupérer le mécontentement populaire et d'ouvrir le chemin à une intervention.

Pas de solution dans le cadre du capitalisme

Dans ce pays, la révolution est étranglée par des héritiers politiques d'Hugo Chavez. Une première question se pose : la politique du gouvernement Maduro est-elle anti-impérialiste ?

Non, son orientation va dans la direction opposée. Le gouvernement a annoncé un nouveau modèle économique « post-pétrole » et le remplacement du système rentier mais toutes ses actions concrètes vont dans le sens d'un renforcement d'un capitalisme rentier, dépendant, attaché aux sociétés transnationales et au capital financier international.

L'exploitation de l'Arc minier de l'Orénoque qui ouvre 112 000 km² aux grandes compagnies minières transnationales de divers pays en est l'expression.

Dans les mines et le pétrole, nous assistons au retour des entreprises expulsées par Chavez, comme China National Petroleum Corporation, Repsol ou Shell.

Le schéma Pétrolifère a élargi les Zones Économiques Spéciales où la législation vénézuélienne n'est pas applicable.

Pour sa part, l'opposition de droite, depuis qu'elle détient le contrôle parlementaire de l'Assemblée nationale se déclare défavorable à la politique de Maduro mais n'a rien fait pour controverser ou bloquer les accords et la politique économique du gouvernement. Tout au plus son projet diverge sur le nom des capitaux associés. Au gouvernement, leur politique serait donc la même.

Les premières mesures de défense anti-impérialiste et de souveraineté nationale, devraient porter sur la révision et la rectification de l'orientation économique.

Deuxième question : l'assemblée constituante va-t-elle mettre en avant une politique véritablement anti-impérialiste, conséquente et responsable ?

Elle n'en a pas donné le moindre signe. Il y a peu à attendre d'un « pouvoir constituant » façonné par un gouvernement responsable des politiques économiques qui portent préjudice à la nation vénézuélienne.

La solution ne vient pas de ce côté-là

Pour faire face aux menaces de l'impérialisme et pour défendre la souveraineté populaire, nous devons renverser toutes les politiques économiques de soumission à l'impérialisme. Il ne s'agit pas seulement d'un problème de défense militaire, le Venezuela doit reprendre le chemin de la deuxième indépendance.

Il est nécessaire de prendre en compte l'urgence alimentaire et médicale en donnant priorité à l'approvisionnement et la réactivation de la production de biens de consommation basiques. Il faut consacrer le gros des devises à cette fin et non au paiement de la dette extérieure (qui finance aussi l'impérialisme agresseur). Il est indispensable de récupérer les capitaux fugueurs, responsables de la poursuite des détournements des richesses de la nation. Le gouvernement ne fait aucun effort en ce sens.

L'opposition bourgeoise, au sein ou non de la MUD (La Table de l'unité démocratique), doit se soumettre à la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela et abandonner définitivement les méthodes violentes et insurrectionnelles ou les tentatives visant à implanter un double pouvoir afin de faire tomber le gouvernement. Elle doit se prononcer de manière claire contre toute intervention extérieure.

Pour tout cela, nous proposons à la gauche internationale une campagne active contre les menaces d'interventionnisme nord-américain et, en même temps, qu'elle exige du gouvernement Maduro de restituer au peuple vénézuélien tous ses droits et garanties constitutionnelles conquis avec la révolution.

**Remi Duteil,
31 août 2017**

Modifié le dimanche 17 septembre 2017

Voir aussi dans la catégorie Venezuela



Contre l'interventionnisme et les menaces militaires impérialistes

Nous reproduisons des extraits du texte publié sur le site apporea.org par nos camarades vénézuéliens de Marea Socialista. »



La crise au Venezuela atteint un niveau sans précédent

Contre la faim, la répression, la mort et la décadence sociale, le mécontentement se voit partout. Tous les jours, les mobilisations dans les rues sont énormes. Le phénomène n'a rien à voir... »



Où va le Venezuela ?

Pour comprendre la situation et lever le voile sur les informations qui sont diffusées dans le monde, inutile d'écouter la coalition de droite (MUD) pro-impérialiste ni la version du président... »



Au cœur du marasme, un pôle anticapitaliste de masse prend corps



Le Venezuela traverse une crise économique et politique majeure : le pays miné par la chute du cours du pétrole, dans la mesure où 90 % de ses revenus proviennent de la vente de l'or noir, a... »



L'Amérique latine et les défis de la gauche

L'Amérique latine entre dans une phase de changements, avec de nouveaux processus, de nouveaux gouvernements, l'échec de projets antérieurs et une nouvelle politique des USA vis à vis de la... »



Pour un nouveau pôle

Nous reproduisons ici un article paru dans le numéro 663 de la revue Alternativa Socialista, sur les derniers développements au Venezuela. »
